

## Le marché pétrolier mondial en 2007. Analyse de la DIREM. DGEMP

---

### ■ 2007 : le monde s'habitue à un prix du pétrole élevé

**Avec une moyenne en 2007 de 72,60 dollars par baril (\$/b) pour le Brent ICE, les cours du brut progressent de 9,8 % par rapport à ceux de 2006 (66,11 \$/b) après la progression de 20 % constatée en 2006. Les cours exprimés en dollars ont évolué en dents de scie mais ont été orientés à la hausse sur l'ensemble de l'année. Grâce à un taux de change du dollar favorable à l'euro, la moyenne en 2007 est de 52,76 euros par baril (€/b) par rapport à 52,65 €/b en 2006. Le baril termine l'année à 93,85 \$/b, par rapport à 60,86 \$/b fin 2006 (+32,99 \$).**

Contrairement aux années 1970, la forte progression des prix du pétrole en dollars n'a pas entraîné de récession mondiale car le niveau élevé des prix a été en partie alimenté par la vigueur de la croissance mondiale et la forte demande en pétrole des pays émergents (Chine, Inde, Brésil) et des pays producteurs du Moyen-Orient. Selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), la Chine et le Moyen-Orient représentent les deux tiers de la hausse de la demande mondiale. Outre une croissance économique entraînant une augmentation de la demande, la forte progression des cours du pétrole en dollars et leur maintien à un niveau élevé peuvent aussi s'expliquer par plusieurs autres raisons : une augmentation modérée de la production des pays non OPEP (0,6 million de barils par jour, Mb/j), l'impact des décisions de réduction de production de l'OPEP (-1,7 Mb/j avant une augmentation de 0,5 Mb/j à compter du 1er novembre 2007), la faiblesse des capacités de production inutilisées de l'OPEP (2,2 Mb/j en décembre 2007 dont 80% pour l'Arabie Saoudite), le bas niveau des stocks pétroliers de l'OCDE (51 jours de consommation en décembre 2007), les goulots d'étranglements dans le raffinage au niveau mondial, les nombreux risques géopolitiques persistants et les craintes sur la sécurité d'approvisionnement.

Le contexte de prix élevés renforce l'importance du nationalisme pétrolier. Ainsi, des prix élevés accélèrent-ils le remboursement des investissements et le moment où les entreprises étrangères doivent partager la production avec les pays hôtes. Plus les prix montent et plus les pays producteurs sont poussés à renégocier, à leur profit, les contrats signés à des périodes moins favorables (Kazakhstan, Venezuela, Algérie, Russie, Equateur).

En sus des difficultés d'accès aux domaines miniers et du renchérissement des coûts des projets en cours, les règles de nombreux contrats de partage de production prévoient une baisse du nombre de barils cédés aux entreprises étrangères quand le prix du pétrole brut monte : les entreprises internationales privées peinent donc à maintenir leur niveau de production. ExxonMobil, Chevron et ConocoPhillips ont reconnu que c'est une difficulté. Au troisième trimestre 2007, les cinq majors (ExxonMobil, Shell, BP, Total et Chevron) enregistrent une baisse de production de 9% (de fait, seul Total réussit à augmenter sa production de 1% sur les neuf premiers mois de 2007). En revanche, en Bourse, la puissance des groupes d'hydrocarbures (nationaux et privés) s'affiche par leur niveau de capitalisation (sept entreprises dans les dix premières entreprises mondiales, PetroChina et ExxonMobil occupent les deux premières places).

Les pays producteurs bénéficient largement du niveau élevé des prix du baril en dollars : les seuls pays de l'OPEP devraient tirer de leurs exportations pétrolières des revenus record de 675 milliards de dollars en 2007 selon le gouvernement américain. Leurs réserves financières sont massivement investies dans des fonds souverains, une stratégie également suivie par la Russie ou la Norvège. Ces fonds sont actionnaires d'importantes entreprises des pays consommateurs, en sus des placements traditionnels en obligations du trésor (l'opérateur portuaire britannique P and O, EADS, le Nasdaq, Citigroup...). Le Qatar détient 20% de la Bourse de Londres, le fonds norvégien est l'un des plus importants actionnaires de la Bourse de Paris et les fonds souverains sont les quatrièmes détenteurs d'obligations du Trésor américain. Les avoirs à l'étranger de l'ensemble des exportateurs de pétrole sont estimés par le cabinet McKinsey entre 3 400 et 3 800 milliards de dollars, générant en 2007 des revenus supérieurs à 100 milliards de dollars pour la seule région du Golfe. Ces pays préparent l'après-pétrole en recherchant des sources de revenus alternatives tout en investissant dans leurs pays respectifs dans les infrastructures, la pétrochimie, les services financiers, l'agroalimentaire, le tourisme.

L'année se termine par une baisse des stocks commerciaux américains au niveau le plus bas observé lors des cinq dernières années. Ces statistiques publiées chaque semaine donnent le plus souvent la tendance du marché car de nombreux pays hors OCDE, dont la Chine, deuxième consommateur mondial, ne publient pas de chiffres. L'AIE estime manquer de visibilité sur 45% de la demande mondiale. Les stocks commerciaux de l'ensemble des pays de l'OCDE terminent également l'année en dessous du niveau le plus bas des cinq dernières années, ne couvrant que 51 jours de consommation.

La demande mondiale de pétrole pour 2007 est estimée par l'AIE à 85,8 Mb/j (+1Mb/j par rapport à 2006 dont 0,7 Mb/j pour l'Asie et une part de 0,3 Mb/j pour la Chine). L'Asie a consommé en 2007 16,7 Mb/j dont 7,5 Mb/j en Chine. A l'inverse l'Europe-OCDE voit sa consommation reculer de 0,28 Mb/j à 15,35 Mb/j. La demande mondiale de pétrole pour 2008 s'élèverait à 87,8 Mb/j (+2Mb/j par rapport à 2007). Les incertitudes pour 2008 restent importantes, notamment parce que l'impact de la crise financière et des premiers signes de récession aux Etats-Unis sur l'économie mondiale est encore difficile à évaluer.

Mais les pays consommateurs, en particulier le premier d'entre eux, les Etats-Unis (25% de la consommation mondiale), prennent conscience du fait que des décisions importantes sur le long terme doivent être prises. Pour la première fois, le Congrès des Etats-Unis a adopté, et le président a immédiatement promulgué en décembre 2007, une loi sur les économies de carburant et l'augmentation de la production d'éthanol, soutenue par les groupes automobiles américains. L'industrie automobile devra réduire de 40% la consommation d'essence des voitures 4x4 et monospaces d'ici 2020. La consommation moyenne des véhicules légers devrait passer à 6,8 litres pour 100 km. Cette loi est la concrétisation des annonces du président Bush lors de son discours sur l'état de l'Union du 23 janvier 2007. Sur les dix premiers mois de 2007, les Etats-Unis ont importé en moyenne 5,375 Mb/j en provenance des membres de l'OPEP, soit 53,5 % de l'ensemble des importations américaines, par rapport à 47% en 2006. Le Golfe persique compte pour 21% du total des importations américaines.

**En Chine**, où les ventes de véhicules ont augmenté de 26% sur un an, des pénuries de carburants sont apparues : le gouvernement a augmenté les prix de l'essence et du diesel de 10% pour restaurer les marges des raffineurs ce qui pourrait contribuer à une augmentation de la demande d'importation de brut.

L'offre mondiale est estimée à 85,5 Mb/j pour 2007 par l'AIE, par rapport à une offre mondiale en 2006 de 85,4 Mb/j. La production de pétrole brut de l'OPEP représente 30,6 Mb/j (y compris l'Irak, l'Angola et l'Equateur) et 35,9 Mb/j avec les condensats, soit 41,9 % de l'offre totale mondiale. La production non OPEP est évaluée à 49,7Mb/j. L'équilibre entre l'offre et la demande reste tendu.

#### ■ Les faits marquants dans les principaux pays producteurs de l'OPEP

**L'OPEP** a décidé le 19 octobre 2006, à Doha (Qatar), de diminuer sa production de 1,2 Mb/j à compter du 1er novembre 2006. La baisse est calculée à partir de la production réelle de septembre 2006 (26,4 Mb/j pour les dix pays membres d'alors sans l'Irak). Une seconde réduction est décidée le 14 décembre 2006 à Abuja (Nigeria), de 0,5 Mb/j à partir du 1er février 2007 (25,9 Mb/j pour dix pays membres sans l'Angola et l'Irak). Ces réductions produisent leur plein effet en 2007.

L'OPEP a décidé le 11 septembre 2007 à Vienne (Autriche) d'augmenter sa production de 0,5 Mb/j à compter du 1er novembre 2007 (27,25 Mb/j pour dix pays membres sans l'Angola et l'Irak). Le 5 décembre 2007 à Abou Dhabi, elle décide de maintenir sa production inchangée mais fixe un quota de 1,9 Mb/j à l'Angola, nouveau membre depuis le 1er janvier 2007, et de 0,52 Mb/j pour l'Equateur, réintégré à compter de décembre 2007 (soit 29,67 Mb/j à douze membres sans l'Irak).

L'OPEP a tenu son troisième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, depuis sa création en 1960, à Riyadh (Arabie saoudite) les 17 et 18 novembre 2008. Le message de fiabilité et de sécurité des approvisionnements a prévalu face au souhait de l'Iran d'utiliser l'arme du pétrole en cas de conflit ou à la proposition du Venezuela d'établir l'OPEP " comme un agent géopolitique actif ". Les objectifs de protection des pays membres et de l'économie mondiale ainsi que la lutte face aux perturbations inopinées des prix du pétrole ont été réaffirmés.

L'OPEP a annoncé en novembre 2007 un ambitieux programme d'investissement pour augmenter sa production à moyen terme, en particulier pour répondre à la demande croissante du continent asiatique : 150 milliards de dollars sur les cinq ans à venir pour 120 projets, devant permettre d'ajouter plus de 5 Mb/j sur le marché.

Depuis 2003, la part de l'OPEP dans la production mondiale de pétrole croît régulièrement ainsi que sa puissance de marché, ses pays membres disposant de l'essentiel des réserves, des possibilités d'accroissement de la production et des capacités disponibles mobilisables rapidement.

**L'Arabie saoudite** (objectif de production OPEP à 8,9 Mb/j à compter du 1er novembre 2007, production réelle de 9 Mb/j en décembre 2007).

A la suite des décisions prises dans le cadre de l'OPEP, la production a chuté à 8,5 Mb/j au cours des sept premiers mois de l'année puis s'est redressée à 9 Mb/j. Les recettes pétrolières pour 2007 sont estimées à 165,7 milliards de dollars. L'économie de l'Arabie saoudite est la première du Moyen-Orient avec un PIB de 376 milliards de dollars et un PIB par habitant de 15 352 dollars (25 millions d'habitants). L'Arabie saoudite demeure le premier exportateur mondial de pétrole. Avec 1,75 Mb/j de capacité disponible (décembre 2007), c'est aussi toujours le principal pays capable de répondre rapidement à la défaillance d'un autre pays producteur. L'objectif des autorités saoudiennes est de porter la capacité de production à 12,5 Mb/j en 2009, tout en maintenant une capacité disponible de 1,5 à 2 Mb/j, malgré le retard pris dans le développement du projet de Khursaniyah. Selon la Banque centrale saoudienne, le royaume a investi plus de 100 milliards de dollars pour le développement des champs pétroliers sur les 40 dernières années, par rapport à des ventes de pétrole brut qui ont totalisé 1 600 milliards de dollars et qui ont concerné 79 milliards de barils depuis 1967 sur 264 milliards de barils de réserves estimées en 2007. La compagnie nationale SaudiAramco conserve le monopole sur l'amont pétrolier qui est totalement fermé aux investisseurs étrangers.

**L'Iran** (objectif de production OPEP à 3,8 Mb/j à compter du 1er novembre 2007, production réelle de 4 Mb/j en décembre 2007).

L'Iran et le pétrolier chinois Sinopec ont signé un contrat de plusieurs milliards de dollars (3,2 milliards de barils de pétrole recouvrables) pour le développement du champ pétrolier de Yadaravan (Sud-Ouest). L'amont pétrolier de l'Iran n'est pas fermé aux entreprises étrangères mais, en raison des sanctions adoptées dans le cadre de l'Onu pour son programme nucléaire, aucune compagnie internationale d'envergure n'a signé de contrat d'investissement depuis plusieurs années. Cette annonce est l'espoir d'une amélioration future de la production iranienne dont la tendance actuelle est au déclin, faute d'investissements adéquats et face à une forte augmentation de la demande intérieure en produits pétroliers importés qui a nécessité la mise en place d'un plan de rationnement de l'essence en juin 2007.

Après la publication, le 4 décembre 2007, du rapport du renseignement américain estimant que l'Iran a suspendu son programme militaire nucléaire, les tensions de la communauté internationale avec l'Iran ont connu une relative accalmie. Ces tensions ont été marquées, notamment, par l'adoption de la résolution 1747 renforçant les sanctions dans le cadre de l'ONU (mars 2007), par la crise liée à l'enlèvement de marins britanniques, par l'adoption du règlement européen sur les exportations à double usage et par l'adoption de nouvelles sanctions bilatérales, le 25 octobre, par les États-Unis.

L'Iran a cessé la vente de son pétrole en dollars et tente de persuader les autres membres de l'OPEP de se tourner vers d'autres monnaies dont l'euro.

**Le Venezuela** (objectif de production OPEP à 2,4 Mb/j à compter du 1er novembre 2007, production réelle similaire en décembre 2007) a parachevé le 26 juin la nationalisation de sa riche région pétrolière (brut non conventionnel) de l'Orénoque en obtenant de plusieurs entreprises internationales privées majeures qu'elles cèdent à l'entreprise nationale PdVSA le contrôle des quatre entreprises mixtes : Total, Statoil, Chevron et BP ont accepté. Petro-Canada s'est retirée après avoir conclu un accord pour son indemnisation tandis que ConocoPhillips et ExxonMobil se sont aussi retirées mais les discussions sur les compensations durent encore.

La participation de PdVSA se monte en moyenne à 78% au lieu de 39% auparavant (60% dans Petro Cedeno ex Sincor, 100% dans Petro Anzoategui ex Petrozuata, 83,33 % dans Petro Monagas ex Cerro Negro et 70% dans Petro Piar ex Hamaca). Total a vu sa participation dans l'ex-Sincor (production de brut extra lourd de 220 000 barils par jour qui donne 200 000 barils de brut synthétique de qualité) passer de 47% à 30,3%. La production de l'Orénoque représente 0,5 Mb/j par rapport à une production totale de 2,4 Mb/j. Elle représente surtout l'avenir avec des réserves majeures en dehors du Moyen-Orient (235 milliards de barils récupérables malgré un faible taux de récupération de 8%, par rapport à 263 milliards de barils de réserves estimées de pétrole conventionnel en Arabie saoudite).

**L'Irak** (seul pays membre de l'OPEP qui n'a pas d'objectif de production à respecter, production réelle de 2,3 Mb/j en décembre 2007) connaît un bilan 2007 contrasté. L'amélioration du contexte sécuritaire, même relative, (baisse des sabotages sur l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan) ainsi que la baisse de la contrebande (pose de compteurs sur les installations pétrolières) permettent une augmentation de la production : 2,3 Mb/j par rapport à 2,1 Mb/j en 2006. Les exportations atteignent 1,9 Mb/j. Compte tenu de l'effet prix, les recettes pétrolières sont estimées à 38,4 milliards de dollars en 2007, par rapport à 31 milliards de dollars en 2006. Alors que de 2003 à 2006, les Etats-Unis ont absorbé 70% de ces exportations, en 2007, elles se sont ventilées en trois parts égales entre les Amériques, l'Europe et l'Extrême-orient.

"L'Iraqi Oil Act", loi fédérale sur les hydrocarbures n'a toujours pas abouti. En particulier, la présence dans l'amont pétrolier des entreprises étrangères, le rôle de la nouvelle compagnie nationale reconstituée et du ministère du pétrole ne sont pas encore tranchés. En revanche, une loi a été adoptée par le parlement ouvrant l'aval aux investisseurs étrangers. Cette situation a encouragé les entreprises étrangères à se prépositionner sur les champs géants (réserves supérieures à 5 milliards de barils) : Shell pour Kirkouk, BP pour Rumallah Nord et Sud, Shell-BHP Billiton pour Missan, ExxonMobil pour Zubair Sud, Chevron et Total pour Majnoun. Le contrat signé avec Lukoil en 1997 et dénoncé en 2003 pour le développement de Qurnah west a été définitivement annulé. Le contrat signé en 1997 avec CNPC pour le champ d'Al Ahdab demeure en suspens.

Le parlement du Kurdistan d'Irak a adopté sa propre loi régionale et attribué quinze licences nouvelles de prospection et d'exploitation sur la base de contrats de partage de production. Le gouvernement de Bagdad juge illégal la signature de tels contrats, l'enjeu étant le potentiel du secteur kurde. Les réserves prouvées représenteraient 45 milliards de barils, soit l'équivalent de celles des deux principaux champs du Sud (Majnoun et Qurnah west) .

L'Irak importe toujours des produits pétroliers pour satisfaire les besoins du marché domestique.

**Le Nigeria** (objectif de production OPEP à 2,1 Mb/j à compter du 1er novembre 2007, production réelle similaire en décembre 2007) est toujours le théâtre de violences dans sa principale région de production, le delta du Niger. Le Mouvement pour l'Emancipation du Delta du Niger (MEND), mouvement le plus actif, indique toujours vouloir détruire les exportations de pétrole du Nigeria et enlève régulièrement des travailleurs étrangers. Une certaine baisse des violences a pu être observée entre mai et août 2007, notamment après l'élection d'un nouveau président M. Yar'Udua. Des signes d'amélioration de la production se sont produits : Shell a indiqué avoir réouvert une partie de son principal terminal de Forcados permettant alors d'espérer une augmentation de la production de 0,38 Mb/j. Cependant ces espoirs ont été anéantis par de nouveaux attentats qui ont conduit Shell à demander l'application de la force majeure pour ses livraisons de janvier et février 2008. La production nigériane continue donc d'être réduite, en moyenne sur l'année, d'au moins 0,55 Mb/j, soit 20 % de la capacité de production.

**L'Angola** (objectif de production fixé à 1,9 Mb/j en décembre 2007, production réelle de 1,7 Mb/j en décembre 2007) a fait son entrée dans l'OPEP au 1er janvier 2007, en tant que douzième membre. L'Angola est le deuxième producteur de pétrole de l'Afrique sub-saharienne, derrière le Nigeria. Total, ExxonMobil, BP, Chevron et StatoilHydro sont les principales entreprises étrangères présentes auprès de la société nationale Sonangol qui détient obligatoirement 10% au sein de chaque consortium et gère le domaine minier angolais. L'Angola est un pays clé pour toutes ces entreprises en raison de son fort potentiel de production : 51 découvertes ont été réalisées sur les blocs 14,15,17 et 18 et 26 découvertes sur les blocs 31 et 32 en mer très profonde. Total attend une production de 0,53 Mb/j en

2008 (champs de Girassol, Dalia, Rosa). Selon l'AIE, la production atteindra 2Mb/j fin 2008 et peut atteindre 2,2 Mb/j avec la mise en production de nouveaux champs (par exemple, le champ de Grand Plutonio opéré par BP est entré en production en octobre 2007 et devrait atteindre un plateau de production de 0,2 Mb/j en 2008, le champ de Kizomba C opéré par ExxonMobil doit entrer en production en 2008 et représente 0,2 Mb/j, le champ de Pazflor opéré par Total représente 0,2 Mb /j).

La fixation d'un quota de production dans le cadre de l'OPEP de 1,9 Mb/j (décision du 5 décembre 2007) ne constitue pas un obstacle pour le moment car la production réelle est de 1,7 Mb/j. Pour l'avenir, si l'Angola respecte ce quota, l'approvisionnement mondial en pétrole sera moins aisé.

La société nationale Sonangol a annoncé, en octobre 2007, avoir investi dans l'amont pétrolier, de la fin des années 1990 à 2007, 48,3 milliards de dollars et vouloir consacrer 66 milliards de dollars à ce secteur pour la période 2008 à 2011. Les objectifs de production sont toujours de 2 Mb/j en 2008.

### ■ Les cotations internationales de produits pétroliers sur le marché de Rotterdam

Les cotations internationales, libellées en dollars, ont poursuivi en 2007 la hausse constatée lors des années précédentes à un rythme cependant moins soutenu qu'en 2006. La moyenne annuelle des cotations est ainsi plus élevée de 13,1 % pour l'essence, 10,2 % pour le gazole et 9,2 % pour le fioul domestique par rapport à 2006, contre des hausses de 12 à 17 % l'année précédente. Toutefois, le fait marquant de l'année tient à l'appréciation continue des cotations au cours de l'année, puisqu'elles ont gagné environ 60 % en dollars.

En premier lieu, il convient de noter que la hausse intervenue en 2007 n'a pas été aussi forte en euros, en raison de la forte appréciation de la monnaie unique au cours de l'année écoulée puisqu'elle s'échangeait en moyenne à 9,1 % de plus qu'en 2006 en moyenne, passant de 1,29 au cours du mois de janvier à 1,44 en fin d'année, après un maximum aux environs de 1,48 fin novembre. Aussi l'évolution des cotations internationales des carburants, en centimes d'euros par litre, peut elle sembler modérée par rapport à 2006 puisqu'elle s'établit à 3,4 % pour l'essence et 0,5 % pour le gazole. La cotation moyenne du fioul domestique a même reculé par rapport à 2006 de 0,4 %.

Cependant, ces chiffres ne doivent pas occulter le fait important qui a caractérisé les cotations de produits à Rotterdam en 2007, à savoir une hausse continue au cours de l'année. En effet, alors que 2006 avait été marquée par une hausse au cours du premier semestre puis une forte baisse entre août et septembre, l'année 2007 n'a enregistré qu'un mouvement de hausse.

L'année 2007 a commencé à un niveau relativement bas, puisque les cotations étaient inférieures à 500 \$/t au cours du mois de janvier pour l'ensemble des produits, soit les niveaux les plus bas depuis juin 2005. Le début de l'année 2007 a vu, comme en 2006, la cotation d'essence s'envoler passant de 470 \$/t le 19 janvier à 782,3 \$/t le 4 mai, soit une hausse de 66,4 %, bien supérieure à la hausse du brut enregistrée au cours de la même période qui était de 30 %. Cette très forte hausse de la cotation d'essence s'est produite dans un contexte de recul constant et fort des stocks d'essence aux Etats-Unis, principale zone de consommation de ce carburant dans le monde. L'inventaire des stocks a ainsi montré un recul d'environ 35 Mb entre janvier et fin avril (- 15 %), supérieur à la baisse de 25 Mb constatée en 2006 à la même période. A la fin du mois d'avril, les stocks américains d'essence étaient ainsi de 193 Mb, soit le niveau qui était le leur après la passage de Katrina fin août 2005. Ce recul des stocks est en outre intervenu à l'approche de la driving season, tendant à accroître les inquiétudes des marchés sur la disponibilité à venir en produits, et agissant donc comme un facteur haussier sur la cotation d'essence.

Ce mouvement de hausse des cotations a été noté, dans une moindre mesure pour les distillats, puisque la cotation de gazole est passée entre mi-janvier et début mai de 494 \$/t à 627 \$/t et celle de fioul domestique de 470 \$/t à 597 \$/t (+ 27 % pour ces deux produits). Ce mouvement de hausse s'explique notamment par un contexte pétrolier tendu avec une demande de produits toujours soutenue dans un contexte où l'offre apparaît restreinte, l'OPEP ne semblant guère enclin à augmenter sa production, tandis que la question iranienne se trouve relancée.

A partir du mois de mai, la cotation d'essence à Rotterdam a cessé d'augmenter pour se maintenir entre 750 \$/t et 800 \$/t, à mesure que les inquiétudes liées à la fourniture de produits pendant la driving season s'amenuisaient. Dans le même temps, les cotations de distillats ont poursuivi leur hausse, suivant en cela l'évolution du cours du brut, pour atteindre environ 700 \$/t pour le gazole et 650 \$/t pour le fioul domestique au début du mois d'août. A ce stade, la hausse des cotations depuis le début de l'année était de 52 % pour l'essence et 39 % pour les distillats. Alors qu'en 2006, le début du mois d'août a marqué un point haut avant que les cotations n'enregistrent une forte chute, l'évolution constatée à Rotterdam pour 2007 a été opposée. Les cotations sont tout d'abord restées à un niveau élevé au cours du mois d'août puis se sont orientées à la hausse au cours du mois de septembre, mouvement plus particulièrement visible pour les distillats.

Puis, à partir du mois d'octobre, les cotations de produits se sont envolées sur le marché de Rotterdam, enregistrant en cinq semaines, du 12 octobre au 23 novembre, des hausses de 18,6 % pour l'essence, 26,2 % pour le gazole et 22,9 % pour le fioul domestique atteignant des records à respectivement 847,6 \$/t, 906 \$/t et 861,3 \$/t (à comparer aux plus hauts niveaux de 2006 qui étaient de 797,6 \$/t, 701,4 \$/t et 674 \$/t). Cette flambée des cotations s'explique pour une grande partie par l'évolution du cours du brut, qui s'est apprécié de 19 % au cours de cette période de cinq semaines, approchant le seuil de 100 \$/baril. Cette évolution a été amplifiée pour les distillats par le changement de spécification du fioul domestique entrant en vigueur au 1er janvier 2008 qui a conduit les opérateurs à gérer leurs stocks de façon tendue. Après ce point haut, les cotations ont reperdu près de 10 % entre fin novembre et début décembre avant de se réorienter à la hausse en toute fin d'année terminer à 820 \$/t pour l'essence, 852 \$/t pour le gazole et 828 \$/t pour le fioul domestique, ce qui représente par rapport au 1er janvier 2007 des hausses de 54,4 % pour l'essence, 59 % pour le gazole et 61 % pour le fioul domestique.

L'année 2007 a été une année de très forte hausse, les cotations internationales de produits s'étant en effet appréciées en dollars de 55 % à 61 % au cours de l'année, plus particulièrement au premier semestre pour l'essence et au second semestre pour les distillats, pour atteindre des records en novembre, ce que ne laissent pas paraître les moyennes annuelles qui font état de hausses de 10 % environ par rapport à 2006.

### ■ Les prix des produits pétroliers en France

Les prix moyens des produits pétroliers en France, pour l'année 2007, s'établissent à 127,65 c€/l pour l'essence SP 95, 109,49 c€/l pour le gazole et 65,10 c€/l pour le fioul domestique ce qui représente des hausses respectives de 3,2 %, 1,6 % et 0,3 % par rapport à 2006. Tout comme les cotations internationales de produits, les prix à la consommation se sont inscrits en hausse tout au long de l'année.

Après une fin d'année 2006 orientée à la baisse, les prix à la consommation des produits pétroliers démarrent l'année 2007 à des niveaux relativement modérés, le prix moyen du gazole passant même en deça de 1 €/l au cours du mois de janvier. Dès le début de l'année, cependant, le prix de l'essence enregistre une forte progression répercutant ainsi la hausse de la cotation internationale de produit sur le marché de Rotterdam, passant de 115 c€/l le 19 janvier à 131,7 c€/l le 4 mai (+ 14,6 %). Au cours de cette période, le prix de l'essence atteint alors le plus haut niveau qu'il avait enregistré en 2006, inférieur cependant à son record de prix intervenu après Katrina en 2005. Le prix de l'essence s'est ensuite stabilisé aux alentours de 130 c€/l jusqu'en septembre. Dans le même temps, les prix à la consommation des distillats ont également été orientés à la hausse, mais de manière moins spectaculaire puisque les distillats sont restés entre avril et septembre dans une fourchette de 105 à 110 c€/l pour le gazole et 60 à 65 c€/l pour le fioul domestique. Puis, le dernier trimestre de l'année 2007 a été marqué par une hausse des prix, particulièrement forte pour les distillats. Le prix moyen du gazole a ainsi progressé de 10,1 % entre le 12 octobre et le 23 novembre, tandis que le prix du fioul domestique a augmenté de 17 %, sous l'effet d'une forte demande en produit de chauffage lorsqu'est apparue la première vague de froid alors que les consommateurs avaient eu tendance jusque là à repousser leurs achats de fioul. De plus, cet accroissement soudain de la demande est intervenu dans un contexte d'approvisionnement tendu pour ce produit en raison du changement de spécification intervenant au 1er janvier 2008 et d'un contingentement qui a du être instauré dans certains dépôts. Au cours du mois de novembre, les prix à la consommation des produits pétroliers ont atteint de nouveaux records en atteignant 134,5 c€/l pour l'essence SP 95 le 9 novembre, 122,78 c€/l pour le

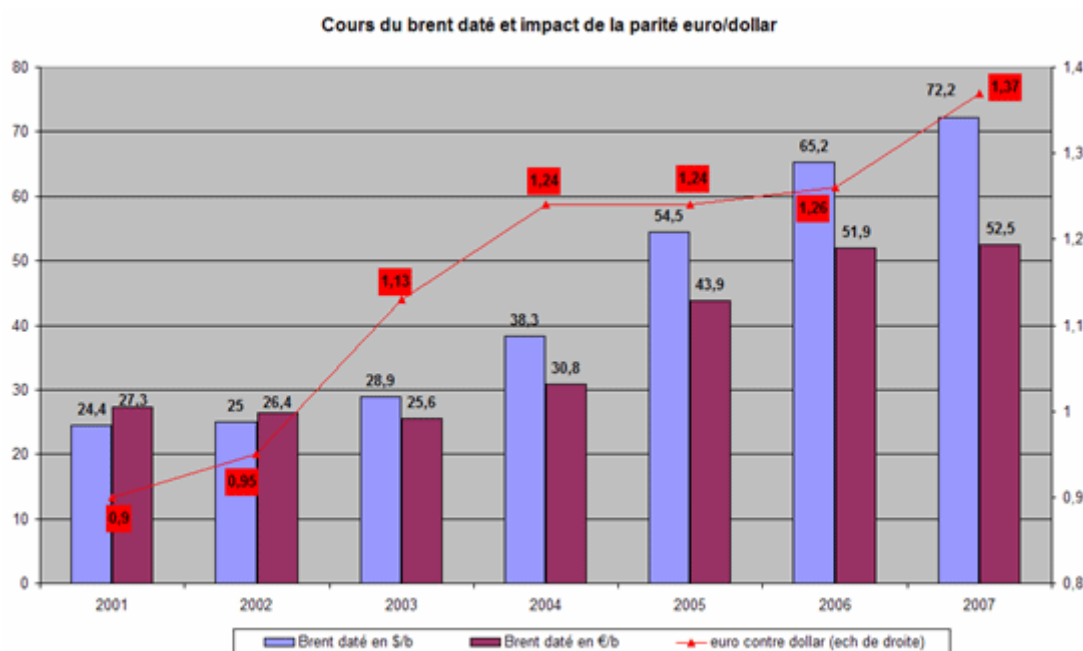
gazole le 23 novembre et 78,66 c€/l pour le fioul domestique le 30 novembre. Depuis ces pics, les prix ont légèrement reculé pour terminer l'année à 134,02 c€/l pour l'essence, 120,84 c€/l pour le gazole et 77,98 c€/l pour le fioul domestique, ce qui représente par rapport au début de l'année des hausses respectives de 12,9 %, 17,9 % et 32,9 %. Encore faut-il noter que les hausses auraient été plus importantes encore pour le consommateur national sans l'appréciation de l'euro qui a gagné environ 10 % au cours de l'année.

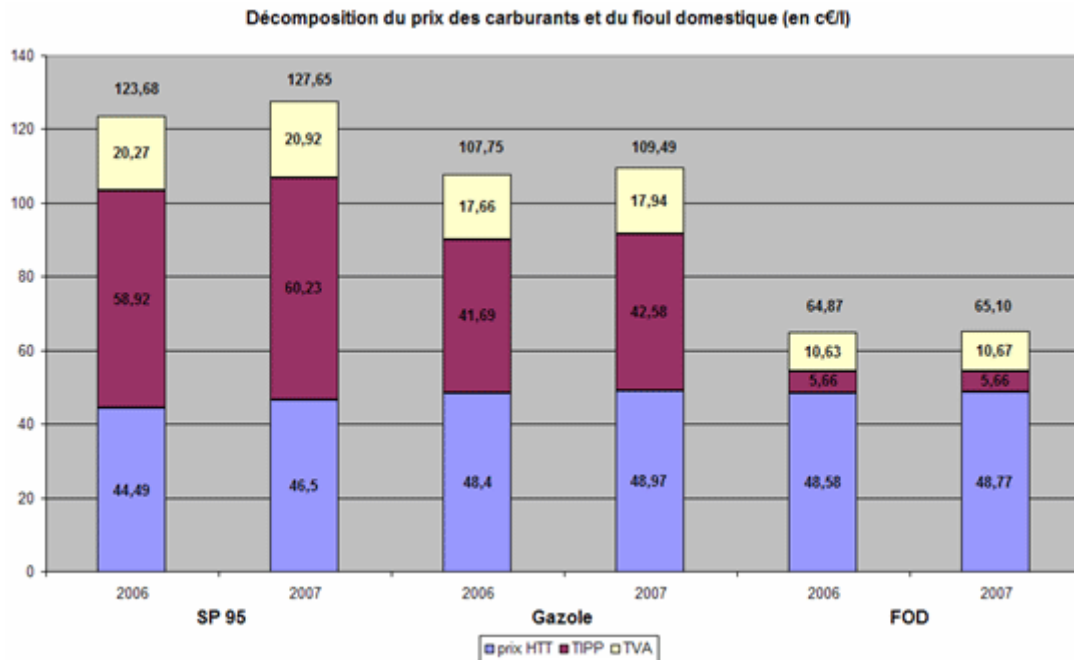
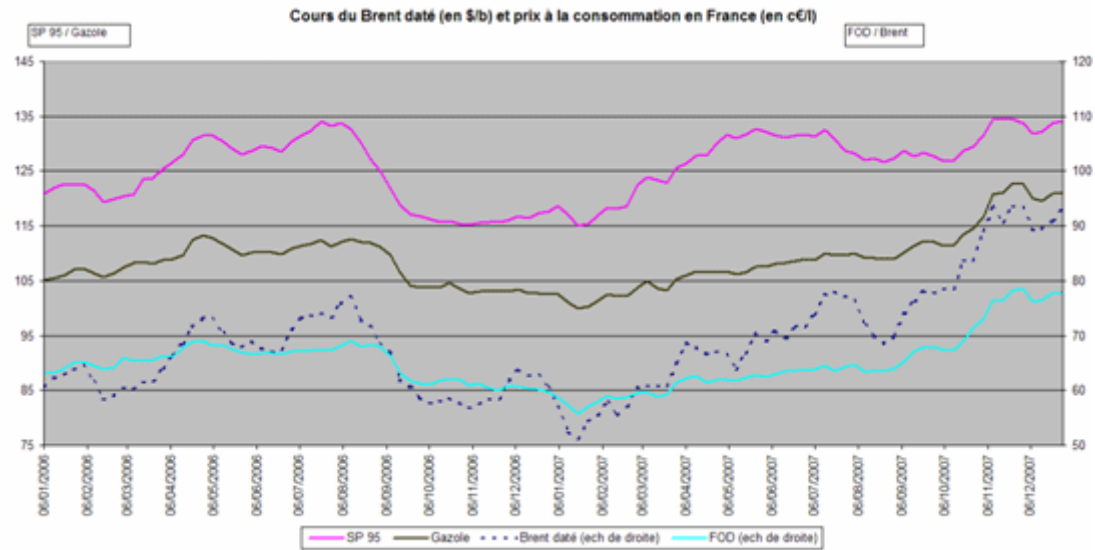
Deux phénomènes, en plus de la répercussion de la hausse des cotations internationales, peuvent être mis en avant pour expliquer l'évolution haussière du prix des produits pétroliers à la consommation en 2007 : une hausse des coûts techniques, les prix HTT ayant augmenté plus fortement que les cotations internationales, qui traduisent notamment le coût d'incorporation des biocarburants, plus chers que les produits d'origine pétrolière qu'ils remplacent ; l'entrée en vigueur de la TIPP régionale qui a représenté un surcoût de 1,31 c€/l pour l'essence et 0,89 c€/l pour le gazole.

Malgré les hausses constatées en 2007, les prix à la consommation des produits pétroliers en France sont restés inférieurs à la moyenne communautaire de 1,4 c€/l pour l'essence et 2,2 c€/l pour le gazole. La France se maintient également à un très bon rang quant à sa compétitivité puisqu'en termes de prix HTT la France se situe en première position pour le gazole et en 3ème position pour l'essence, derrière la Suède et le Royaume-Uni.

L'introduction de la TIPP régionale au 1er janvier 2007 a entraîné une hausse de la fiscalité pour les consommateurs. Si certaines régions ont choisi de ne pas augmenter la TIPP (Corse, Poitou-Charentes), la plupart des Régions ont néanmoins utilisé cette possibilité budgétaire, conduisant en moyenne à un surcoût de TIPP de 1,31 c€/l pour l'essence et 0,89 c€/l pour le gazole. En conséquence, la part de la fiscalité dans le prix à la consommation des produits pétroliers est resté stable par rapport à 2006 en s'établissant à 63,6 % pour le SP 95, 55,3 % pour le gazole et 25,1 % pour le fioul domestique.

La hausse des prix à la consommation au cours de l'année 2007, et plus particulièrement en fin d'année, a entraîné une résurgence des demandes d'aides ou de dispositifs de soutien en faveur des particuliers et des secteurs professionnels. Si aucune mesure générale n'a été prise en ce domaine, le dispositif dit d' " aide à la cuve ", instauré en 2005 mais pas en 2006, a été réactivé pour l'année 2007 et le montant de l'aide, financée par les compagnies pétrolières, a été doublé pour atteindre 150 € par ménage. De plus, les agriculteurs ont obtenu la prolongation du dispositif de remboursement d'une fraction de la TIPP acquittée, à hauteur de 90 %.







#### Cotation monétaire

|                           | 2007    | 2006    | Variation 2007/2006 |       |
|---------------------------|---------|---------|---------------------|-------|
|                           |         |         | En valeur           | En %  |
| <b>Euro contre dollar</b> | 1,36962 | 1,25538 | 0,11                | 9,10% |

#### Cours du pétrole brut

|                           | 2007  | 2006  | Variation 2007/2006 |        |
|---------------------------|-------|-------|---------------------|--------|
|                           |       |       | En valeur           | En %   |
| <b>Brent date en \$/b</b> | 72,23 | 65,15 | 7,08                | 10,87% |
| <b>Brent date en €/b</b>  | 52,50 | 51,92 | 0,58                | 1,12%  |
| <b>WTI en \$/b</b>        | 72,04 | 66,04 | 6,00                | 9,09%  |

#### Eurosuper

|                                       | 2007   | 2006   | Variation 2007/2006 |        |
|---------------------------------------|--------|--------|---------------------|--------|
|                                       |        |        | En valeur           | En %   |
| <b>Cotation CIF Rotterdam en \$/t</b> | 706,12 | 624,19 | 81,93               | 13,13% |
| <b>Cotation CIF Rotterdam en c€/l</b> | 38,81  | 37,55  | 1,26                | 3,36%  |
| <b>Prix français HTT en c€/l</b>      | 46,50  | 44,49  | 2,01                | 4,52%  |
| <b>Prix français TTC en c€/l</b>      | 127,65 | 123,68 | 3,97                | 3,21%  |

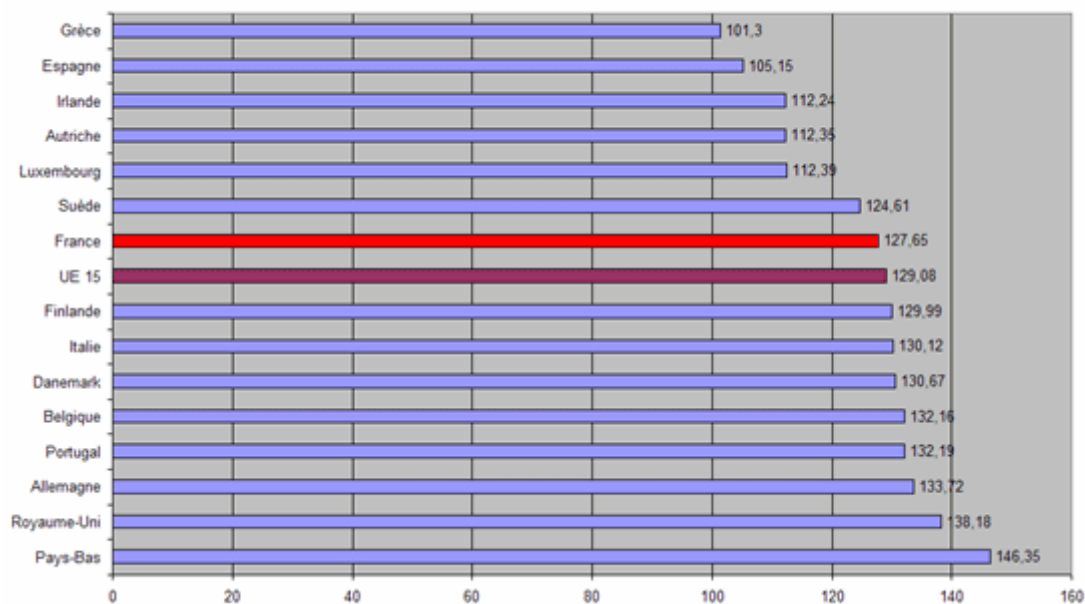
#### Gazole

|                                       | 2007   | 2006   | Variation 2007/2006 |        |
|---------------------------------------|--------|--------|---------------------|--------|
|                                       |        |        | En valeur           | En %   |
| <b>Cotation CIF Rotterdam en \$/t</b> | 670,98 | 608,87 | 62,11               | 10,20% |
| <b>Cotation CIF Rotterdam en c€/l</b> | 41,21  | 40,99  | 0,22                | 0,54%  |
| <b>Prix français HTT en c€/l</b>      | 48,97  | 48,40  | 0,57                | 1,18%  |
| <b>Prix français TTC en c€/l</b>      | 109,49 | 107,75 | 1,74                | 1,61%  |

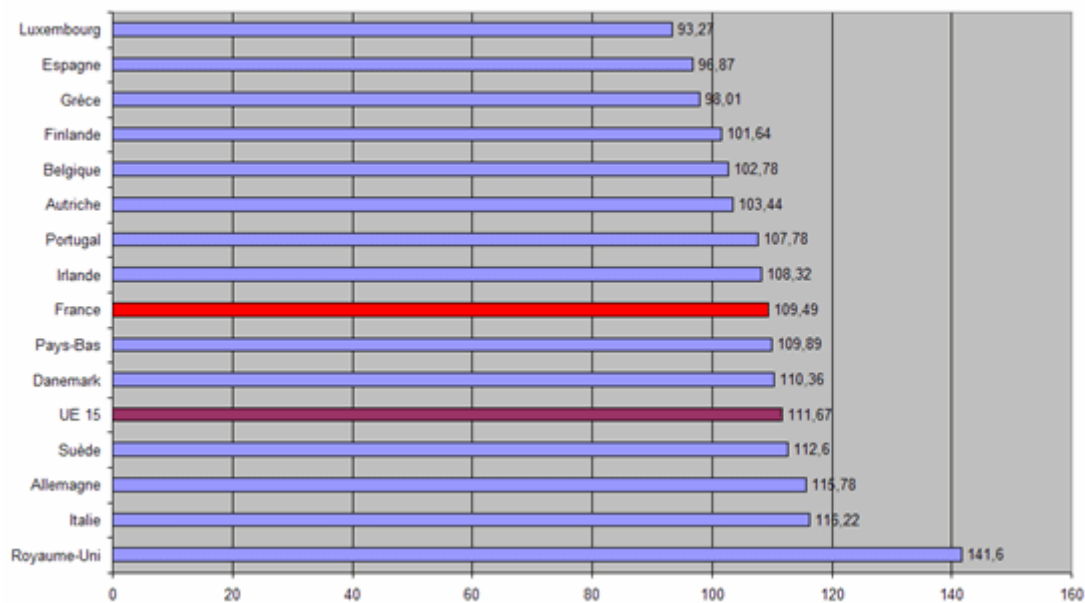
#### Fioul domestique

|                                       | 2007   | 2006   | Variation 2007/2006 |        |
|---------------------------------------|--------|--------|---------------------|--------|
|                                       |        |        | En valeur           | En %   |
| <b>Cotation CIF Rotterdam en \$/t</b> | 643,87 | 589,75 | 54,12               | 9,18%  |
| <b>Cotation CIF Rotterdam en c€/l</b> | 39,54  | 39,71  | -0,17               | -0,43% |
| <b>Prix français HTT en c€/l</b>      | 48,77  | 48,58  | 0,19                | 0,39%  |
| <b>Prix français TTC en c€/l</b>      | 65,10  | 64,87  | 0,23                | 0,35%  |

Prix du SP 95 TTC (c€/l) moyenne 2007



Prix du gazole ttc (c€/l) moyenne 2007



- © Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement Durables, © Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi, [DGEMP](#), le 11/03/2008